

Ottawa-Vanier Kiwanis Giving Hope



The Ottawa-Vanier Kiwanis raised \$13,500 during their Santa "Souper" Singers event held on December 3rd. That money went to the Christmas Cheer program associated with the Ottawa Food Bank.

The Christmas period is always busy if you are an Ottawa-Vanier Kiwanian. They also collected your empties at the Beer Store near the Your Independent Bissonnette on Montreal Road.

A dozen students from Rideau High School who are also members of the Kiwanis Key Club contributed to the success of that event.

"I find it's important to participate in our Vanier community. I look forward to participating in other events like the 2011 SugarFest. Yeah! Rideau High School is still open and we are active," said Diego Samales, Rideau High School student and Ottawa-Vanier Kiwanis Key Club member.

That's not all they did at Rideau High School. The students filled shoeboxes full of toys and shipped them all over the world. They mostly ended up in South America.

Operation Snowman 2011

Jocelyne Voyer from the Canadian Forces Personnel and Family Support Services visited Eastview Branch 462 last December. She didn't come empty handed. She had 18 baskets full of gifts for single Eastview Legion Branch 462 members.

From December 1st to December 25th each basket recipient could open one of the 25 surprise gifts.

"This is a great concept. It all started back in 2007 when M^{rs}. Legris headed this unit. We still believe this is a wonderful idea and we are continuing the tradition," said Jocelyne Voyer.



From left to right: Marie-Claire Ouellette, Lieutenant Colonel Retired, Lorraine Farrall, received her gift basket and Santa Claus.

41^e AGA de l'ACFO d'Ottawa

« Cette année n'a pas été de tout repos pour l'ACFO d'Ottawa », a indiqué d'emblée le président sortant Jean-François Royer. En effet, l'ACFO a maintenu ses activités annuelles, en plus de participer à des nouvelles et d'en créer d'autres : Prix Bernard Grandmaître (25 février), fête de la Saint-Jean (24 juin), 1^{er} Tournoi de golf de la francophonie (13 septembre 2010), fête du 400^e de la présence francophone en Ontario, célébration du 35^e anniversaire du drapeau franco-ontarien, tout premier jour des Franco-ontariens et Franco-ontariennes (25 septembre 2010) et le Brunch des élus (26 septembre 2010).

Le nouveau conseil d'administration 2011 : Bertin Beaulieu, président, Alexandre Mattard-Michaud, vice-président, et les six administrateurs suivants : Danik Lafrance, Gilbert Gougeon, Jean-François Royer, France Saint-Pierre, Aurélie Matingo et Sophie Rétaneau.

« Un merci sincère à David Pilon qui a quitté après plus de 12 ans de service fidèle. Il était la mémoire corporative de l'ACFO, celui vers qui nous nous tournions pour une multitude de services et de renseignements. Nous souhaitons la bienvenue à Mme Keisha Rissi qui occupera sa place dans l'équipe. Un gros merci à notre

directrice générale Mme Claudette Boyer qui dirige notre organisme d'une main de maître », a rajouté Jean-François Royer.

Le désir de modifier le nom de l'ACFO d'Ottawa à celui plus court d'ACFO n'a pas passé la rampe. En effet, l'assemblée a demandé plus de consultations auprès des autres ACFO dans la province afin de se faire confirmer formellement que le nouveau nom et acronyme ne froisse personne.

« Je ne suis pas contre nécessairement le changement de nom. Je demande juste des précisions qu'en aux réactions des autres ACFO dans la province avant de vouloir aller de l'avant avec le nouveau nom », a expliqué l'honorable Mauril Bélanger.



Le président sortant Jean-François Royer (gauche) souhaite la bienvenue au nouveau président Bertin Beaulieu (droite).



Du 21 au 27 mars 2011 / From March 21st to 27th 2011
Renseignements / Information : 613 746-4339
Courriel / E-Mail : actionvanier@bellnet.ca

MATERNELLE ET JARDIN À PLEIN TEMPS DANS TOUTES NOS ÉCOLES DEPUIS 11 ANS

Venez visiter l'école de votre quartier!
Inscriptions sur rendez-vous
École élémentaire catholique Le Petit Prince
8 et 9 février 2011
349, rue Olmstead, Vanier, 613 741-8515

ecolecatholique.ca
613-746-3837 | 1-888-230-5131



CONSEIL DES
ÉCOLES CATHOLIQUES
DU CENTRE-EST
*Le meilleur conseil
qu'un petit vous donne!*

PERSPECTIVES VANIER - JANVIER / JANUARY 2011

GILBERT LAVOIE collaboration spéciale



Bris de confiance

Les avocats de Marc Bellemare étaient-ils naïfs ou effrontés, en demandant au gouvernement Charest de leur faire remettre une copie du rapport Bastarache à l'avance.

« Nous nous engageons à ne pas le rendre public et à ne pas le commenter avant que le gouvernement ne décide de le faire » a écrit l'avocat de M. Bellemare, M^e Rénald Beaudry, dans sa lettre au commissaire Bastarache.

Le commissaire s'est montré ouvert à cette requête: il n'avait guère le choix... Mais j'imagine ici la réaction de Jean Charest lorsqu'il a reçu la recommandation favorable à cette demande de la part de M. Bastarache.

Il y a eu tellement de fuites autour des travaux de cette commission... Comment croire qu'il n'y en aurait pas cette fois-ci? Et Marc Bellemare a été tellement habile dans ses communications depuis le début de cette histoire. Jean Charest aurait causé une surprise énorme en accordant à son adversaire un délai aussi précieux pour le « planter » davantage dans l'opinion publique.

Réflexion faite, les avocats de Marc Bellemare n'ont pas été naïfs. Tout juste un peu effrontés. M^e Beaudry me pardonnera cette opinion, qu'il partage probablement...

«Favoritisme»

Ce n'est pas banal, cette histoire présumée d'intimidation par un parent de Franco Fava, à l'endroit de Bernard Drainville. Selon les reportages de fin de semaine, M. Drainville aurait été pris à parti par deux indivi-



J'imagine mal la réaction du premier ministre Jean Charest (à gauche) devant la demande des avocats de Marc Bellemare (à droite) d'avoir une copie du rapport Bastarache avant sa publication.

us qui l'auraient copieusement engueulé, dans un restaurant, pour ses propos tenus à l'endroit de M. Fava, notamment l'expression «favoritisme». Le contexte décrit par les témoins dépasse de très loin l'expression d'une simple divergence d'opinions dans un système démocratique. Ça ressemble plutôt à de l'intimidation.

Il est un peu surprenant que cet incident n'ait pas été dénoncé sans délai. Le député Drainville a expliqué son silence en disant qu'il ne voulait pas nuire à l'enquête. Mais on voit mal comment la divulgation de ces faits,

survenus devant de nombreux témoins, aurait pu nuire aux enquêteurs.

Cette affaire a fait les manchettes quelques jours à peine avant la publication, mercredi, du rapport de la commission Bastarache qui a entendu Franco Fava à l'automne. Pour les libéraux, c'est un bien mauvais moment. Ça ramène dans l'actualité toutes les allégations de corruption et d'intimidation dans le monde de la construction entendues au cours de 2010.

L'enquête de la police de Québec sur le sujet n'est toujours pas complétée. Un porte-parole a fait



ARCHIVES, La Presse

valoir hier que les enquêteurs ont plus qu'un dossier sous investigation. C'est sans doute vrai, mais il me semble qu'une tentative d'intimidation à l'endroit d'un député mériterait une grande diligence. On peut aimer ou ne pas aimer les propos des politiciens, mais comme société, il faut réagir sans délai à toute tentative d'intimidation visant à les museler.

Le mystère de Québec

D'une élection à l'autre et d'un sondage à l'autre, on fait le même constat: les conservateurs et les adéquistes sont plus populaires

à Québec que nulle part ailleurs dans la province. Hier, le bureau de Gérard Deltell a publié un communiqué pour se réjouir du dernier Léger Marketing qui lui accorde 39% dans la grande région de Québec, loin devant les péquistes à 28% et le PLQ à 19%. Comment expliquer un tel phénomène? C'est la faute de la « radio-poubelle », a soutenu un stratège péquiste qui doute cependant de la Justesse de ce sondage. Et dire qu'on a prédit la disparition de la radio, lorsque la télé est entrée dans les foyers québécois, à la fin des années 1950.

À VOUS LA PAROLE

editorial@ledroit.com

> LA QUESTION DU JOUR

RAPPORT BASTARACHE

Croyez-vous que Marc Bellemare a fait l'objet de «pressions colossales» dans le choix des juges à la Cour du Québec?

Envoyer vos opinions par courriel à editorial@ledroit.com, maximum 200 mots. Les lettres doivent être signées avec vos coordonnées complètes. Seuls le nom et la ville de résidence apparaîtront en cas de publication.

Michel Gratton avait trouvé sa cause

J'ai rencontré Michel Gratton lorsqu'il s'est joint à l'équipe de SOS Montfort. Je le connaissais de nom et de réputation, et je me suis vite rendu compte de l'atout qu'il serait pour la lutte menée par SOS Montfort d'une part, et pour la direction de l'Hôpital à titre de stratège. Ses années d'expérience sur la colline parlementaire et à titre de secrétaire de presse lui avaient donné une expertise qui a été particulièrement utile dans la lutte pour la survie de Montfort. Que ce soit pour la rédaction de communiqués ou de discours, les nombreuses conférences de presse ou pour mousser la couverture médiatique, il n'avait pas son pareil. Ses connaissances politiques et son sens de ce qui était

important, tant pour l'Hôpital que pour la communauté et pour les politiciens, lui ont permis d'apporter un point de vue et de sages conseils qui ont enrichi nos discussions et nos prises de décision tout au long des années de la lutte pour la survie de l'hôpital Montfort.

Il avait trouvé sa cause, avec l'hôpital Montfort, et j'ai eu l'impression que de s'y consacrer aussi intensément qu'il l'a fait a été très positif pour lui. C'était un grand Franco-Ontarien. Je suis contente de l'avoir connu un peu et d'avoir travaillé avec lui pour faire avancer les intérêts des Franco-Ontariens dans le domaine des soins de santé. Salut Michel.

Michelle de Courville Nicol
Présidente du conseil
d'administration,
hôpital Montfort (1995-2001)

Un fin stratège

J'ai connu Michel Gratton au cours du long combat pour sauver l'hôpital Montfort: nous gardions un contact étroit afin de nous informer l'un et l'autre des développements dans nos mondes respectifs, lui dans la communauté franco-ontarienne et l'hôpital Montfort et moi au Bureau des affaires francophones de la Faculté de médecine. Nous étions tous les deux au cœur de la tempête et j'ai pu voir de mes yeux toute sa détermination à gagner cette cause. À le voir aller, il était évident qu'il n'était pas un homme de demi-mesures: son engagement envers la communauté franco-ontarienne était inconditionnel et total. Sa persistance et son courage ont été une inspiration pour moi.

Ce n'est qu'en lisant son livre, *Montfort: la lutte d'une époque*, que j'ai appris jusqu'à quel point il était fin stratège, sachant trouver les mots et jouer les bonnes cartes pour garder ce dossier ouvert sur le plan national jusqu'à ce que la victoire soit accordée. J'ai été captivée par son récit: quel talent en écriture, quelle profondeur d'analyse, quelle psychologie, quel humour, quelle connaissance du milieu! Je garderai précieusement la copie autographiée qu'il m'a

remise lors du lancement de son livre en 2003. Je la donnerai en héritage à mes petits enfants pour qu'à travers son récit ils prennent conscience de la force de caractère, du courage, de la détermination et de la fierté du peuple franco-ontarien. Toute la communauté franco-ontarienne est en deuil: elle perd l'un de ses plus ardents défenseurs de la francophonie, un homme de grand talent.

Jeanne Drouin, MD,
Ottawa

LEDROIT, LE MARDI 18 JANVIER 2011

18 janvier 2011 | *Le Droit* | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT
ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

La « gang allumée » invite les fumeurs à penser aux enfants

Le Réseau conseil de la «gang allumée» profite de la Semaine nationale sans fumée au Canada pour exhorter les parents à cesser de fumer dans leur voiture, en présence d'enfants.



**Regardez
jusqu'où votre amour
de la musique pourrait
vous mener.**

Audiologiste
Grossiste
Concepteur d'outils
Technicien du son
Mixeur de son
Radiotechnicien
Commissionnaire d'achat
Rédacteur en chef de revue
Essayeur en laboratoire
Interprète
Graphiste
Preneur de son
Directeur de la publicité

Agent de brevets
Chorégraphe
Agent artistique
Musicien
Musicothérapeute
Ingénieur en instrumentation
Ingénieur électricien
Chanteur de concert
Technicien en audiologie
Comptable
Ingénieur en logiciel
Marchandiseur
Mécanicien de chantier
Archiviste multimédia
Technicien en télévision

**Faites de votre
passion votre carrière.**

Avec l'éventail de subventions,
de bourses et de prêts d'études,
votre premier pas au collège ou
à l'université pourrait être plus
facile que vous le pensez.

ontario.ca/monavenir

Payé par le gouvernement de l'Ontario



2436614

Formé de jeunes qui préconisent l'abandon du tabac, le groupe invite les fumeurs à essayer, au moins durant toute la journée d'aujourd'hui, de s'abstenir de fumer dans leur véhicule, afin de protéger leurs enfants contre les émanations nocives produites par la fumée de la cigarette. Dans la région de l'Outaouais, le message a été lancé par Claudia Knight, une étudiante de 16 ans qui est la porte-parole du réseau, et par le conseiller Luc Angers, au nom du maire de Gatineau, Marc Bureau.

Claudia Knight a rappelé que les enfants n'ont aucune défense contre la fumée secondaire dans un lieu aussi restreint que l'intérieur d'une voiture alors qu'il est reconnu que la fumée des cigarettes contient 4000 poisons, dont le plomb, l'arsenic, le butane et le DDT. « Dans la région, 40 % des fumeurs fument dans leur voiture, même s'ils sont en présence d'enfants. J'aimerais qu'ils essaient, ne serait-ce qu'une journée, de ne pas fumer lorsque des enfants ou des adolescents sont dans la voiture

», a déclaré Mlle Knight, en précisant que l'ouverture des fenêtres ne suffit pas à dissiper la fumée.

Sept provinces, dont l'Ontario, ont adopté des lois interdisant de fumer dans un véhicule où se trouvent des enfants. Le Québec ne figure pas sur cette liste. Selon Mme Danielle Léveillé de la Direction de la santé publique de l'Outaouais, la province pourrait contribuer à la protection des enfants en adoptant une loi semblable.



À Ottawa, hier, la docteure Vera Etches, médecin adjoint en santé publique, a rappelé que plusieurs programmes sont offerts aux personnes désireuses d'arrêter de fumer. Parmi ceux-ci, on remarque « Maman, on écrase », un programme à l'intention des adolescentes enceintes et aux jeunes parents célibataires. La ville estime qu'il y a 13 500 fumeurs à Ottawa, soit 15 % de la population.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

18 janvier 2011 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdefault@fpdefault@ledroit.ledroit.com com

Watson laisse entendre qu'il a atteint son 2,5 %

Le maire Jim Watson était avare de commentaires, hier, à moins de 48 heures du dépôt de la première ébauche du budget 2011 de la Ville d'Ottawa. Tout ce que le premier magistrat a laissé entendre, c'est qu'il n'aura pas à présenter d'excuses aux contribuables comme a dû le faire son prédécesseur Larry O'Brien.

Formation continue

CÉGEP DE L'OUTAOUAIS

pour adultes et entreprises

MON RETOUR au **CÉGEP**

INSCRIPTION DÈS MAINTENANT

PROGRAMMATION HIVER 2011

Campus Louis-Reboul
125, boul. Sacré-Coeur, Gatineau

819.770.4012
postes 4520 et 4575



Le Cégep, partenaire au **PACTE POUR L'EMPLOI**

Centrée sur l'individu

AEC - Attestation d'études collégiales

PROGRAMMEUR WEB

débutant en janvier 2011 - 18 mois

Dernière chance

UNE APPROCHE PRATIQUE
Le programme permet aux participants et participantes d'acquérir des compétences dans un contexte de réalisation collé à l'entreprise.

LA VEILLE TECHNOLOGIQUE
Le programme est arimé au rythme des tendances de l'industrie.

UN STAGE EN ENTREPRISE
Le programme comprend un stage en milieu de travail de 16 semaines en entreprise ou dans un organisme.

Pour plus de détails :
cegepoutaouais.qc.ca/formationcontinue

Renseignez-vous sur les prêts et bourses en consultant le site Web de l'Aide financière aux études : www.afe.gouv.qc.ca

Aide financière possible avec **Emploi Québec**

2452959

Cette affirmation laisse croire que le document sur lequel M. Watson et le directeur municipal Kent Kirkpatrick planchent depuis deux mois reflétera l'engagement du maire de ne pas augmenter les impôts fonciers de plus de 2,5 %.

M. Watson se dit fier du travail accompli par M. Kirkpatrick et son équipe, mais refuse d'en dévoiler davantage avant le dépôt officiel de son premier budget. « Je crois que les contribuables y verront une approche équilibrée, compte tenu des défis auxquels notre ville est confrontée », s'est-il limité à dire, en marge de la première rencontre du nouveau comité municipal des finances et du développement économique, communément appelé FEDCO.

L'an dernier, M. Watson a fait campagne sur la promesse de ne pas augmenter les impôts fonciers de plus de 2,5 % par année, pour toute la durée de son mandat. En 2006, l'ancien maire O'Brien avait

promis un gel des impôts mais, en quatre ans, n'est parvenu qu'une seule fois à boucler un budget sans augmenter la part des contribuables d'au moins 3,5 %.

En décembre, le conseil municipal s'est rangé à l'unanimité derrière le 2,5 % de M. Watson. Le maire a alors reconnu que le couperet devrait tomber sur certains services.

Le budget sera déposé demain, à 10 h, lors d'une rencontre extraordinaire du conseil municipal. La police d'Ottawa doit, elle aussi, déposer son budget demain lors d'une rencontre spéciale prévue à 8 h 30. On saura alors si la police a été en mesure de réduire ses attentes de 6,1 millions \$ afin de se plier aux objectifs de l'administration municipale.



Le public aura son mot à dire sur le budget entre le 21 février et le 3 mars. Le conseil doit approuver un document final le 23 mars.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

18 janvier 2011 | *Le Droit* | DENIS LESSARD *La Presse*

Le verdict sera plus dur pour Bellemare

Le rapport Bastarache sera déposé demain

QUÉBEC — Dure journée demain pour l'ancien ministre de la Justice Marc Bellemare ; la commission Bastarache chargée de lever le voile sur ses accusations du printemps dernier réfutera ses prétentions. Après dix mois d'enquête, rien ne permet d'affirmer que l'ex-ministre a fait l'objet de pressions indues dans le choix des juges à la Cour du Québec, a appris *La Presse*.



ARCHIVES, La Presse Canadienne

Marc Bellemare, lors de son témoignage le 1er septembre dernier

Pour l'ex juge Michel Bastarache, on est bien loin des « pressions colossales » décrites par l'ancien ministre de la Justice aux audiences publiques de la commission, en août. Me Bellemare avait alors soutenu que Jean Charest lui avait intimé l'ordre d'obtempérer aux demandes de financiers du PLQ, de Franco Fava en particulier, qui voulaient faire nommer ses candidats à la magistrature.

Jean Charest et Marc Bellemare ne feront pas l'objet d'un blâme explicite de la part du commissaire Bastarache. Mais ils ne pourront éviter des critiques claires de l'ancien juge de la Cour suprême. « Il y en aura pour tout le monde » de résumer une source proche des réflexions du juge acadien.

Le verdict sera plus dur pour Marc Bellemare dont la crédibilité sera amochée. Ce sont ses

déclarations percutantes, au printemps 2009 avaient mis le feu aux poudres et provoqué la mise en place de la commission qui aura coûté environ 6 millions \$ aux contribuables.

Après deux mois d'audiences publiques, les fameuses « pressions colossales » dont Me Bellemare se disait la cible se résument à bien peu de choses. Il est clair que bien des gens, des bailleurs de fonds du PLQ et des ministres libéraux, ont pu tenter d'influencer le ministre Bellemare dans le choix des magistrats. En revanche on est bien loin d'interventions qui auraient forcé le ministre à choisir un candidat plutôt qu'un autre.

Des apparatchiks libéraux, des ministres ont pu se parler, passer des coups de téléphone, faire des représentations auprès de Marc Bellemare, mais rien dans ces interventions ne pouvait amener le ministre à agir contre sa volonté, expliquera le rapport de 300 pages du commissaire Bastarache.

Devant une commission d'enquête, à défaut de preuve, il faut établir qu'il y a une « probabilité » dans ce qui est allégué. Le commissaire doit un peu comme dans une cause civile faire la « balance des probabilités » pour jauger le poids des deux versions, contradictoires, qu'il a entendu. M. Charest avait nié avoir jamais ordonné à son ministre, en septembre 2003, de céder aux pressions de Franco Fava, un bailleur de fonds du PLQ, pour nommer ses protégés à la Cour du Québec. Dès le début des audiences, en août dernier, Jean Charest avait prévenu que rien ne démontrerait l'existence de « pressions indues » dans le choix des juges. La commission jugera peu probable que Marc Bellemare ait raison. Il y a eu des représentations, on pourrait parler de pressions, mais pour Michel Bastarache rien ne démontre quelles ont atteint un niveau inapproprié, qu'il s'agisse de pressions indues.

Charest ne sera pas épargné

Le premier ministre Charest ne sera pas épargné par Michel Bastarache. Sa poursuite en libelle diffamatoire à l'endroit de son ancien ministre est venue compliquer la tâche de la commission, créer des embûches. C'est pourquoi d'ailleurs Michel Bastarache ne voudra pas répondre aux questions des journalistes après sa présentation, demain après-midi, voulant ainsi éviter toute déclaration susceptible de fournir des munitions à MM. Charest et Bellemare qui se poursuivent mutuellement.

Il est clair que l'ancien juge Bastarache aura de nombreux changements à suggérer au processus de nomination des magistrats tel qu'appliqué par le gouvernement Charest à compter de 2003. Durant les audiences il ne cachait pas son intérêt pour ces questions plus théoriques.

On peut prévoir que le commissaire Bastarache recommandera de réduire sensiblement le nombre des personnes informées du nom des candidats en général et de celui qui est finalement jugé apte à monter au banc.

Aux audiences, il a été mis en preuve que plusieurs employés politiques avaient accès à ces informations une proche conseillère de M. Charest, Chantal Landry identifiait même à l'aide de « post-it » l'allégeance politique des candidats soumis. Il est clair que sous les régimes péquistes, avant 2003, la confidentialité du processus était plus rigoureusement assurée.

Il demandera aussi qu'on ait un processus plus formel pour la formation des comités destinés à scruter les candidatures à la magistrature.

La commission Bastarache a confirmé hier les informations publiées par La Presse. Le rapport sera rendu public mercredi après-midi. C'est Michel Bastarache lui-même, à la demande du gouvernement, qui fera une présentation. Le rapport compte 300 pages avec les nombreuses annexes, mais la version synthèse ne comptera qu'une quarantaine de pages.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

18 janvier 2011 | Le Droit | JEAN-JEAN-FRANÇOISFRANÇOISDUGAS DUGAS
jfdugas@jfdugas@ledroit.ledroit.com com

Une maladie s'attaque à la forêt Larose

Une coupe à blanc a amputé la forêt Larose de centaines de pins rouges dans l'Est ontarien.

Le gouvernement régional des Comtés unis de Prescott-Russell (CUPR), qui gère le boisé, a rasé une parcelle de terrain de cinq acres jeudi et vendredi derniers pour s'attaquer à une maladie, appelée pourridié-agaric.

Cet acte — une première pour la forêt Larose — est survenu à la suite de recommandations d'experts en la matière, notamment du pathologiste forestier provincial.

« Une coupe de la forêt comme celle-ci, où presque tous les arbres sont enlevés, n'est pas la norme pour la forêt Larose. Mais ce sont des circonstances atténuantes où la maladie tue des arbres à un rythme alarmant », a expliqué Steven Hunter, spécialiste en foresterie avec la Conservation de la Nation Sud.

« Nous avons effectué la coupe à blanc pour récupérer la valeur des pins rouges. Il y a un risque que la maladie se propage, mais le gros risque est que les arbres allaient tous mourir pour rien », a ajouté Louis Prévost, directeur de la foresterie aux CUPR.

Éviter une catastrophe

La mort de plusieurs conifères, conservés après une première coupe sélective en 2008 le long de la route de comté 8, au coeur de la forêt Larose, a alarmé les autorités en foresterie, a-t-il dit.

« C'est commun qu'il y a des maladies dans les boisés, mais elles ne sont pas toujours apparentes à l'oeil », a indiqué M. Prévost.

À la suite d'une étude, les experts du ministère des Richesses naturelles ont constaté que la maladie se nourrissait des terres trempées de la forêt Larose. Dès lors, la coupe à blanc a été suggérée pour éviter une catastrophe arboricole annoncée.

Les pins rouges coupés seront transformés. Les recettes seront utilisées pour s'assurer que le site soit suffisamment régénéré d'espèces d'arbres appropriées et résistants à la maladie.



« Nous faisons une bonne gestion de la forêt Larose », a assuré M. Prévost.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 18 Jan 2011 | Ottawa Citizen | By Matthew Pearson

Carleton draws on raven to attract aboriginal students

Recruitment drive seeks to promote university services

The spirit of a new student recruitment drive designed to draw aboriginal students to Carleton University is all in the name — Soar Like A Raven.

The black-feathered bird is the school's mascot and the campaign is Carleton's latest attempt to attract First Nations, Inuit and Métis students.

Mallory Whiteduck is one of three full-time employees at Carleton's Centre for Aboriginal Culture and Education (CACE). She oversees the campaign and last fall joined recruiters from as many as 18 other universities and colleges, including the University of Ottawa, to travel through southern Ontario and Quebec and meet prospective postsecondary students. The group will visit Northern Ontario later this winter.

A study conducted by the University of Ottawa's Measuring Effectiveness of Student Aid (MESA) project found aboriginal students drop out at higher rates than non-aboriginals, based on the relatively small sample size MESA looked at. About 31 per cent of aboriginal students drop out compared to 13 per cent of non-aboriginals.

Whiteduck said recruiters try to reach young people, even those still in the intermediate grades, to show them what's possible. "It's important to plant the seed when they're young," she said.

Carleton's efforts to serve its aboriginal student population, estimated at more than 200, have increased in recent years. The Centre for Aboriginal Culture and Education has grown from one part-time employee to three full-time employees and provides a lounge and ongoing student support.

The school also offers a visiting elders program and the Aboriginal Enriched Support Program, a first-year, full-time program designed for students who may have the potential to excel at university but do not meet traditional entrance requirements.

Meanwhile, the Centre for Indigenous Research, Culture, Language and Education (CIRCLE) works closely with indigenous communities and researchers to preserve aboriginal and Canadian culture through the use of stories and customs.

And this week, the university marks its fifth annual Aboriginal Awareness Week. Dancing, discussions, drumming, films, lectures and comedy night with Gemini award nominee Don Kelly all lead to a traditional round dance on Saturday night.

"From Métis culture to Inuit culture to First Nations people, there's such a deep history and culture and language that can be shared not only within those three distinct aboriginal groups, but with everyone else in the university setting and the Ottawa community at large," said organizer Naomi Sarazin.

"An event like this allows people to have a meaningful educational experience and maybe give them a little more knowledge and understanding of our culture."



A full schedule of events is available online at www.carleton.ca/aboriginal/.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

New school costs skyrocket

By JAMIE LONG, OTTAWA SUN

Last Updated: January 17, 2011 5:16pm

The cost of building new schools skyrocketed in the last fiscal year for Ottawa's largest school board.

The numbers, to be shared with the audit committee Monday night, show the board spent more than \$6.6-million on construction in progress in 2009-10.

That is more than 20 times the previous year's amount of \$321,896.

The board said the timing of building costs had an impact on the large difference, and the majority of the recent construction boom is in the west end.

South March Public School in Kanata was the main cost in 2008-09 and it opened in Sept. 2009.

In 2009-10, a bulk of the costs went to the startup of a new elementary school on Hartsmere Dr. in Stittsville, which is still under construction.

Future costs became a little more clear last week when the board requested \$149-million of assistance from the ministry of education for next year's construction costs.

Seven new schools are on the wish list, along with two permanent additions and five renovations.

A new Stittsville high school will need almost \$50-million from the ministry to build, according to the list.

jamie.long@sunmedia.ca

Copyright © 2011 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Kanata school faces overcrowding

By JAMIE LONG, OTTAWA SUN

Last Updated: January 17, 2011 4:58pm

Overcrowding is becoming a problem all over the map for Ottawa's public school board.

One week after addressing parents' concerns for Centretown, Glebe and Old Ottawa South schools, staff are meeting with Kanata parents at A.Y. Jackson Secondary School to address similar issues.

The proposed solutions are once again temporary and would come into effect in Sept. 2011.

Long-term solutions won't be made yet as demographics are expected to change over time.

One Kanata-wide proposal has Grade 8 students from Katimavik Elementary School and Stephen Leacock Public School moving to their high schools a year early.

That would mean extending both A.Y. Jackson and Earl of March Secondary School to a grades 7-12 format instead of the current 9-12.

This is a common trend, as many new high schools in Ottawa have grouped middle schools with their older counterparts.

Other ideas involved moving kindergarten and Grade 4 students to nearby elementary schools to alleviate problems created by increased registration in French Immersion programs and the introduction of full-day kindergarten.

jamie.long@sunmedia.ca

Copyright © 2011 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 18 Jan 2011 | Ottawa Citizen

Short-term solutions sought for crowded Kanata schools

By SNEH DUGGAL Hundreds of parents packed into a Kanata high school Monday to listen to possible short-term solutions for overcrowding at many of the area's elementary schools.

The Ottawa-Carleton District School Board is hoping to alleviate the overcrowding problem at schools such as Roch Carrier Elementary School and Katimavik Elementary School in Kanata South and Stephen Leacock Public School in Kanata North. The changes would be implemented by September.

Review committees are working on long-term solutions for the area's schools.

Katimavik was built in 1981 to accommodate 369 students, but currently holds more than 700. Stephen Leacock is in the same situation, with a capacity of 483 students and a population of 757. Portables have been installed at both the schools.

Some parents expressed deep concern with some of the solutions presented, while others said the changes are necessary and the school system needs to be evaluated.

Among the solutions being discussed are: □ □ Moving the junior kindergarten students and part of the middle-entry French-immersion program from Katimavik to Castlefrank Elementary School.

□ □ Moving the senior kindergarten students from Stephen Leacock to Roland Michener Public School. (Stephen Leacock's JK students have already been moved to the school.)

□ □ A Kanata-wide option would see Katimavik and Stephen Leacock's Grade 8 students move to their designated secondary school this fall, instead of in Grade 9. This could be a first step in the introduction of a possible Grade 7-12 model down the road.

"I think it's much better to keep kids in Grades 7 and 8 in elementary schools," said Alex Edwards, whose daughter is in Grade 7 at Stephen Leacock. "They will have two more years of being a kid; high school, it's a much tougher environment."

Colette Morin, who also has a daughter in Grade 7 at Stephen Leacock, was among the parents who see change as necessary. "I will be sad for her not to do the music program ... but they are overcrowded, so deal with it."

Trustee Cathy Curry said the solution to overcrowding is not a simple one, as making a change in one school will affect all the other schools in the area. "Whenever we are making decisions like this, the goal is to cause as little disruption as possible."

However, Curry said, the board has well-thought-out transition plans for students being shifted to other schools.

Board staff will release a report on Feb. 4 and present it to the board's special committee of the whole on Feb. 16.

A final decision on short-term solutions for this fall is

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.